



Pacific
Community
Communauté
du Pacifique

RESCCUE

Questionnaire de capitalisation Présentation des résultats



Novembre 2018



Résumé exécutif

- Le questionnaire a mobilisé 156 personnes sur les 5 sites du projet RESCCUE. Le taux de réponses exploitables est de 28 % (soit 41 personnes). La moitié des répondants s'exprime pour la Polynésie Française et influence donc les résultats de manière importante.
- La grande majorité des répondants se retrouve sur l'importance des **changements de pratiques et des comportements** sur le terrain dus à RESCCUE, quel que soit leur site d'origine et ¾ d'entre eux considèrent que ces changements sont **innovants**. Ils considèrent également que ces évolutions sont primordiales **pour le renforcement de la résilience au changement climatique**.
- La grande majorité des répondants considèrent que le projet RESCCUE a permis d'agir sur de nouvelles problématiques **grâce** notamment aux **connaissances** et aux **actions de terrain**.
- En revanche, l'impact des **analyses et évaluations économiques** et travaux sur les mécanismes de financement sont considérés **plus marginaux** (moins d'1/4 des répondants les ont cités comme ayant une incidence importante).
- S'ils sont 84% à souligner l'importance de la production de connaissance dans RESCCUE pour agir sur de nouvelles problématiques, ils ne sont que 36% à trouver ces interventions encore très utiles pour la suite. **Ce qui est désormais attendu, ce sont des actions concrètes sur le terrain (84%) et pour une bonne moitié des répondants, de nouveaux partenariats.**
- **3 outils de gestion de RESCCUE** sont particulièrement appréciés des répondants **pour la bonne conduite des actions et la bonne articulation des compétences** entre les partenaires. Il s'agit : des **rapports techniques (livrables)**, des **comités de pilotage nationaux / provinciaux**, et des **contrats** entre la CPS et les opérateurs, totalisant plus de 2/3 d'avis nettement positifs (incidence forte ou caractère indispensable de l'outil).
- **la grande majorité des répondants (96%) considère que RESCCUE a permis de renforcer la communauté des acteurs pour la gestion de l'environnement.**
- Deux conditions stratégiques de succès des interventions de RESCCUE sont particulièrement citées. Il s'agit :
 - **des moyens humains** qui arrivent en tête avec **95 % de contribution forte et indispensable** et leur nécessaire proximité avec les populations locales est soulignée.
 - de **la coordination entre les autorités concernées avec 75%** de perception d'une contribution forte ou indispensable et le souhait exprimé d'une amélioration de cette coordination.

Sommaire

Conditions d'exploitation des résultats du questionnaire	5
Les retours des deux questionnaires	5
Plan du questionnaire et de la restitution des résultats.....	6
Le bilan opérationnel de RESCCUE et les changements observables	6
Des changements de pratiques à court terme pour des changements d'état des écosystèmes à long terme.....	6
De nouvelles pratiques et comportements pour renforcer la résilience au changement climatique.....	8
Les opportunités offertes par RESCCUE pour renforcer les stratégies environnementales	10
Le projet a clairement permis d'agir sur de nouvelles problématiques	10
Les interventions les plus prometteuses pour mobiliser dorénavant les acteurs	11
RESCCUE a permis de renforcer la communauté des acteurs pour la gestion de l'environnement.....	13
Les apports et limites des outils de gestion du dispositif RESCCUE	15
Des outils de gestion RESCCUE diversement reconnus pour leur contribution à la bonne conduite des actions	15
Les autres éléments qui ont influencé la conduite des actions	17
L'importance des conditions stratégiques d'intervention pour la bonne conduite des actions du projet RESCCUE.....	18
Les facteurs clés pour la pérennisation des actions.....	19
Des outils de gestion de RESCCUE qui contribuent à la bonne articulation des compétences respectives des partenaires.....	20
Les autres facteurs jouant un rôle pour une bonne articulation des compétences respectives des différents partenaires RESCCUE	22
Impressions finales	22

Annexes.....	23
Tableaux des données correspondant aux figures	23
Réponses à la question 23 du questionnaire en français (« Finalement, quel enseignement principal tirez-vous du projet RESCCUE ? » ; 26 répondants).....	28
Textes de la question 23 du questionnaire en anglais (12 répondants)	29

Conditions d'exploitation des résultats du questionnaire

Les retours des deux questionnaires

Dans le cadre de la capitalisation du projet RESCCUE, il a été décidé de lancer en parallèle des ateliers conduits sur les sites pilotes, une enquête internet pour susciter une expression plus large des partenaires du projet et permettre une prise de recul sur les facteurs principaux qui ont pu jouer dans la vie du projet RESCCUE.

Afin de toucher l'ensemble des partenaires, le sondage a été lancé en français et en anglais, par courriel, sur la base de la liste nominative des participants à RESCCUE. Il leur a été demandé de préciser en référence à quel (s) site (s) ils répondaient. Les tableaux suivants retracent le nombre de personnes mobilisées et les réponses reçues par site.

Tab 1 : retours aux sollicitations

	Questionnaire francophone	Questionnaire anglophone	Total
Envois	119	37	156
Retours	40	15	55
Retours non exploitables	9	2	11
Réponses exprimées	31	13	44

Les retours non-exploitable correspondent à des répondants qui n'ont renseigné que leur nom mais pas le questionnaire en tant que tel.

Tab 2 : réponses exprimées - répartition

	S'exprimant pour la Nouvelle Calédonie	S'exprimant pour tous les sites	S'exprimant pour un seul site
Nouvelle-Calédonie province Nord	1	3	2
Nouvelle-Calédonie province Sud			4
Polynésie Française	21		
Vanuatu	7		
Fidji	6		
Total			40

Au total on dispose **d'un taux de retours exploitables de 28 %** (soit 41 personnes).

Le tableau 2 montre **qu'environ la moitié des répondants s'exprime pour les sites polynésiens et marque donc de manière importante les résultats d'ensemble**. Les réponses pour les autres sites sont donc relativement faibles, n'atteignant pas la dizaine de réponses, ce qui nous conduit à privilégier un traitement global du questionnaire pour bénéficier d'un nombre suffisant de réponses.

Si donc ce sont les résultats globaux qui sont présentés, des précisions sur les éventuelles différences notables d'appréciations propres à certains sites seront apportées le cas

échéant, pour nuancer l'analyse faite autour de la moyenne des réponses de tous les participants.

Plan du questionnaire et de la restitution des résultats

Le questionnaire comprend trois grandes parties, renvoyant à des perceptions du projet RESCCUE sur différents plans :

- la perception du **bilan opérationnel** de RESCCUE, du point de vue des changements concrets constatés, de leur caractère plus ou moins innovant et adapté à un renforcement de la résilience au changement climatique (questions 3 à 6),
- La **qualification des interventions** promues par le projet RESCCUE, du point de vue de leur utilité pour mobiliser les acteurs et renforcer leur action collective (questions 7 à 12), qui permet d'appréhender la perception du rôle de ces interventions **pour renforcer les stratégies environnementales**,
- **L'avis sur le dispositif RESCCUE** (questions 13 à 23), qui permet de saisir la perception des outils de gestion de ce dispositif tant sur la bonne conduite des actions que sur le renforcement stratégique des acteurs qui les portent.

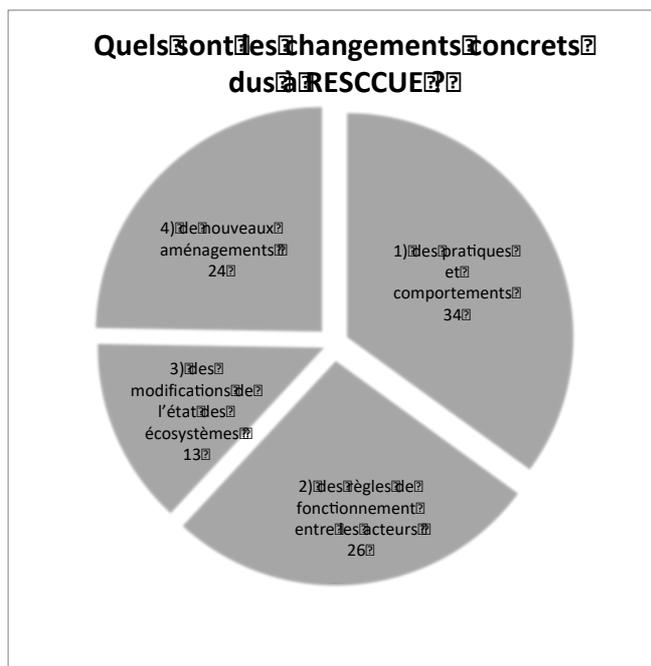
Le bilan opérationnel de RESCCUE et les changements observables

Des changements de pratiques à court terme pour des changements d'état des écosystèmes à long terme

Pour exprimer ces changements observables imputables aux apports de RESCCUE, les répondants se sont vus proposés une typologie de 4 grandes catégories de changements concrets tout en ayant la possibilité de cocher autant de catégories que souhaité. Le schéma présente les citations collectées¹.

¹ Les nombres mentionnés dans tous les schémas du rapport indiquent des effectifs de réponse en valeur absolue.

Fig 1 : les changements concrets dus à RESCCUE



La grande majorité des répondants se retrouve sur l'importance des **changements de pratiques et des comportements** sur le terrain, quel que soit leur site d'origine (à moindre titre pour la province Sud de Nouvelle-Calédonie).

Globalement, les **règles de fonctionnement entre acteurs** sont également fortement citées mais cela est essentiellement le fait des répondants néo-calédoniens et polynésiens (22 citations), alors que les Fidji et Vanuatu ne citent ce changement que 4 fois (sur les 12 répondants de ces deux sites).

La réalisation de **nouveaux aménagements** est également citée à plus de 50 % par l'ensemble des répondants.

Pour donner corps à ces changements, il a été demandé aux répondants d'illustrer leurs choix par des exemples de réalisations concrètes. Nous reprenons ci-dessous les principales illustrations citées pour les catégories proposées.

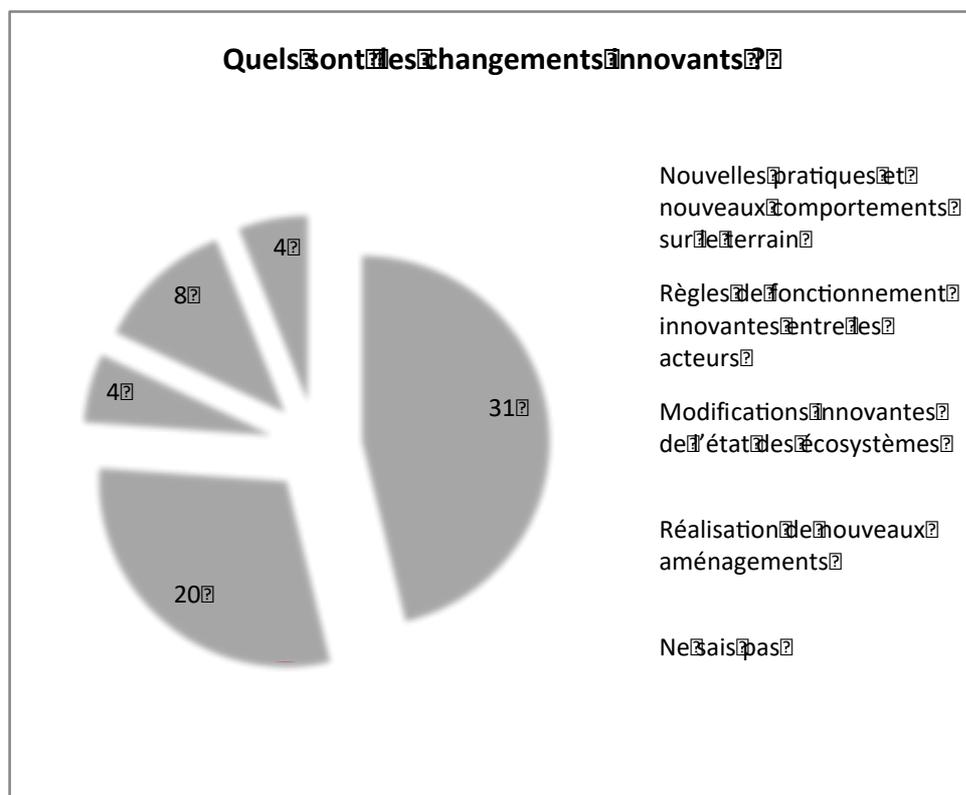
Tab 3 : exemples cités, pour les catégories de changement

Pratiques et comportements sur le terrain	Règles de fonctionnement entre les acteurs	Modifications de l'état des écosystèmes	De nouveaux aménagements
<p>Lutte contre l'érosion des sols</p> <p>Gestion du risque feu</p> <p>Mise en œuvre de comités de gestion</p> <p>Prise en compte de la gestion des déchets ménagers et pericoles</p> <p>Mise en œuvre de démarches participatives et d'écoute approfondie des acteurs</p> <p>Lutte volontaire contre les espèces envahissantes (miconia et petite fourmi de feu)</p> <p>Montée en compétence des membres du réseau de conservation de la nature</p> <p>Amélioration de la gestion et le suivi des ressources marines avec des outils de suivi, sensibilisation et éducation</p> <p>Le développement de processus de gouvernance plus intégrés pour le développement durable (Tasivanua network et North Efate Tourism Levy)</p> <p>Le développement d'approches fondées sur les communautés pour protéger leur environnement comme un tout</p>	<p>Le renforcement des réseaux d'acteurs publics et d'ONG autour des questions de tourisme, de conservation et déchets</p> <p>Des outils et des guides, cartographies</p> <p>Des plans de gestion (GIZC) Parc de Vatu-i-Ra, révision du PGEM à Moorea, Nukutaireva, Kadavu ...</p> <p>Structuration des acteurs (comités de pêche à Moorea)</p> <p>Mobilisation de la réglementation pour protéger les ressources en eau douce des extractions de granulats</p> <p>Des campagnes anti-plastiques</p> <p>La séquence ERC et le verdissement de l'économie</p> <p>Le test d'instruments financiers et analyses économiques-juridiques</p> <p>Approche participative et collaboration externe (Pays, communes, société civile, entrepreneurs privés...)</p>	<p>Trop tôt pour le dire</p> <p>Plantation de mangroves sur la province de Ra</p> <p>Dépollution de certains sites</p> <p>Ensablement de plage</p> <p>Forêt restaurée (Touho)</p> <p>Espèces envahissantes miconia arraché (Moorea), éradication fourmis et chèvres aux Gambier</p> <p>Retour des poissons sur certaines rivières protégées (Fidji)</p>	<p>Centre de ressource d'éducation à l'environnement (Tasivanua)</p> <p>Container à déchets</p> <p>Clôtures de protection d'une forêt patrimoniale</p> <p>Aménagements de plage (Moorea)</p> <p>Mouillages</p> <p>Campement de chasse (Tipwoto)</p> <p>Citernes pour lutter contre les feux</p> <p>Sentiers botaniques (Moorea, Gambier)</p>

De nouvelles pratiques et comportements pour renforcer la résilience au changement climatique

Les deux questions suivantes ont porté sur la qualification de ces changements constatés, au regard de deux critères : leur caractère éventuellement innovant d'une part et leur importance quant au renforcement de la résilience au changement climatique.

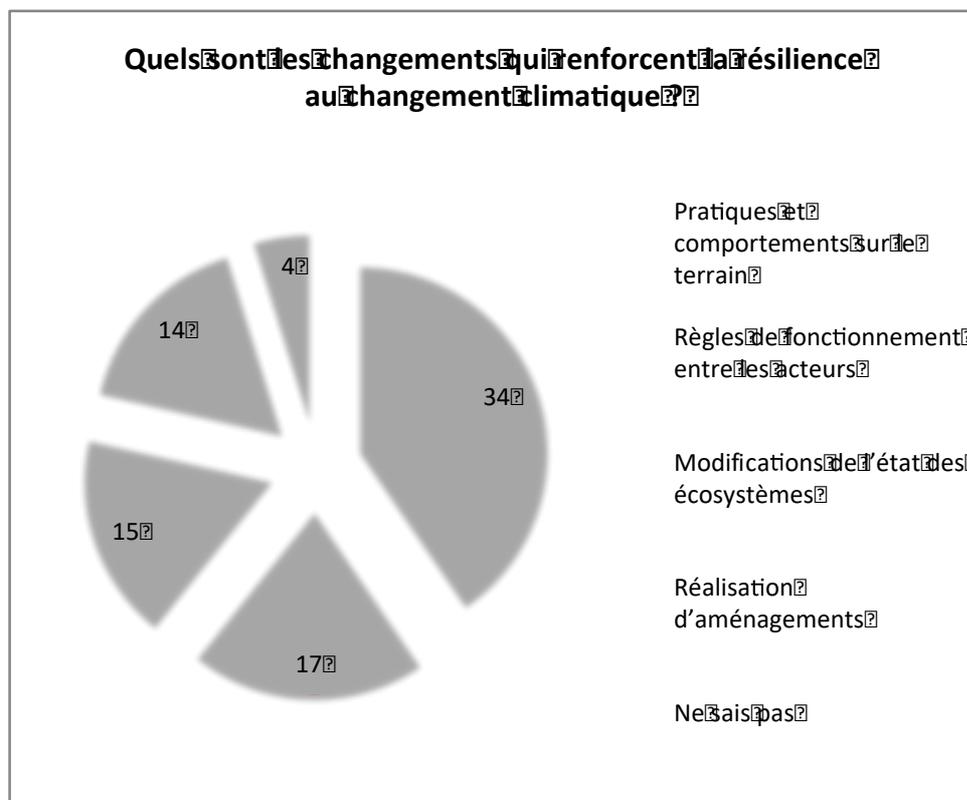
Fig 2 : les changements innovants



La principale nouveauté imputable à RESCCUE réside clairement dans **l'introduction de nouvelles pratiques et de nouveaux comportements sur le terrain** pour $\frac{1}{4}$ des répondants. Les règles de fonctionnement entre acteurs semblent également centrales pour une petite moitié d'entre eux (particulièrement en province Sud de Nouvelle-Calédonie).

C'est aussi la même hiérarchie entre ces catégories de changements qui est soulignée par les répondants si on leur demande ceux qui contribuent au renforcement de la résilience au changement climatique comme le montre le tableau suivant.

Fig 3 : La résilience au changement climatique



Notons cependant que dans cet effort de projection vers les changements qui renforcent la résilience au changement climatique, toutes les catégories sont finalement citées ce qui souligne leur importance pour les répondants. Cette situation est assez logique pour les changements substantiels, concrets de *l'état des écosystèmes* et des *aménagements de protection ou de gestion*. Le lien moins direct avec les règles de fonctionnement ne conduit pourtant pas les répondants à sous-estimer cette catégorie qui a donné lieu à des innovations et qui semble jouer, selon les répondants, un rôle important dans le renforcement des capacités de résilience au changement climatique.

Les opportunités offertes par RESCCUE pour renforcer les stratégies environnementales

Le projet a clairement permis d'agir sur de nouvelles problématiques

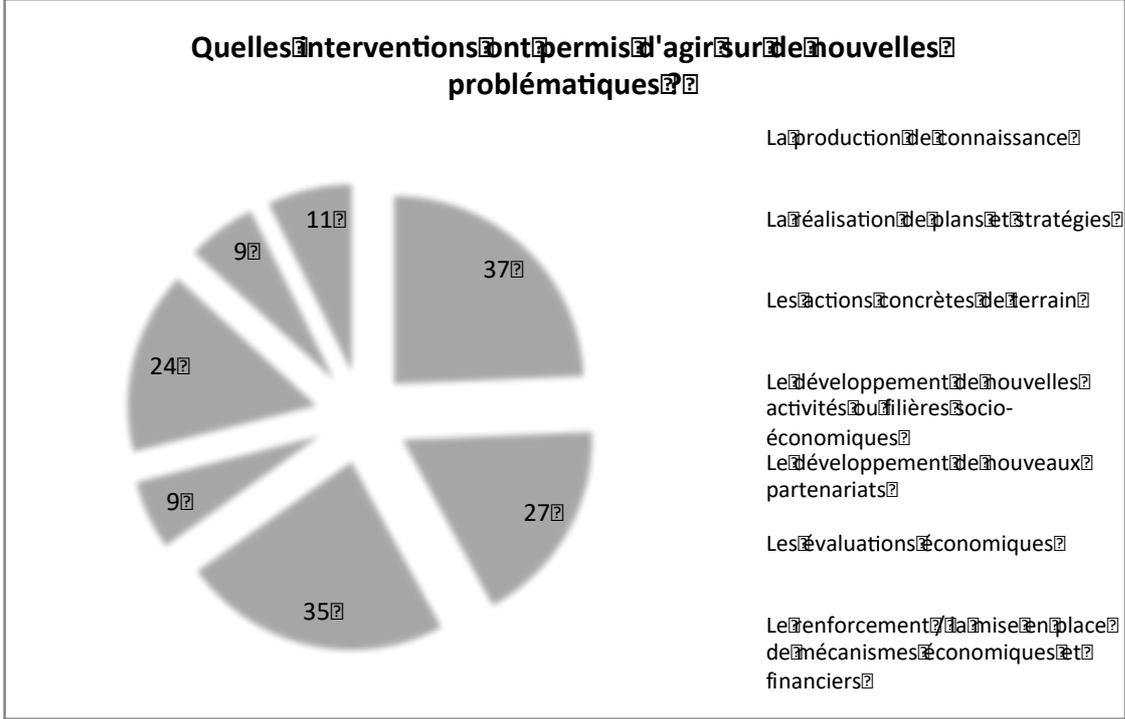
La première question posée aux participants à ce sujet se réfère à la capacité du projet à permettre aux acteurs de terrain d'agir sur de nouvelles questions, de nouvelles thématiques. Sur les 44 répondants, 2 ne se sont pas prononcés et tous les autres **ont répondu oui (93%)**.

Si on leur demande grâce à quelles interventions, à la grande majorité (aux alentours de 80%) les participants répondent **les connaissances (100% des répondants Vanuatuais)** et **les actions de terrain (100% des répondants fidjiens)**.

Plus de la moitié des répondants cite comme interventions importantes la **planification (GIZC)** et **les nouveaux partenariats**.

En revanche, les **analyses et évaluations économiques** et travaux sur les mécanismes de financement sont considérés **plus marginaux** (moins d'1/4 des répondants).

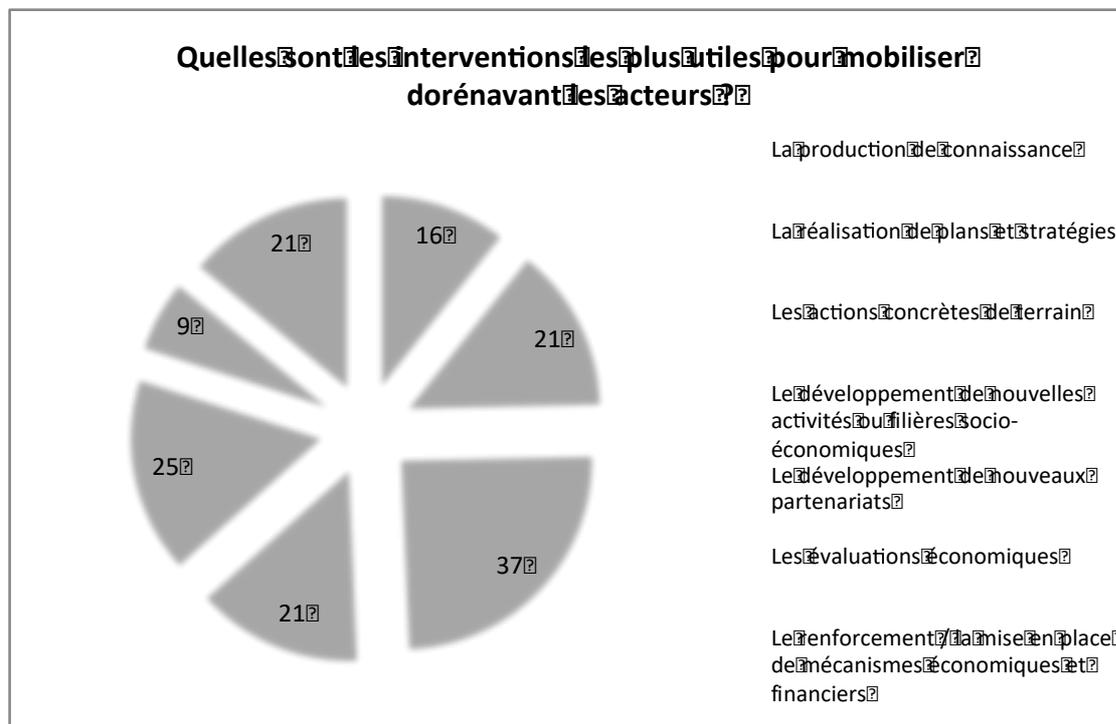
Fig 4 : Les interventions pour agir sur de nouvelles thématiques



Les interventions les plus prometteuses pour mobiliser dorénavant les acteurs

La question suivante s’est concentrée sur les interventions qui paraissent désormais les plus utiles pour mobiliser les acteurs face au changement climatique. L’analyse globale des réponses fait évoluer la hiérarchie entre les interventions.

Fig 5 : Les interventions pour mobiliser les acteurs



Un pas semble avoir été fait grâce à RESCCUE car la perception des acteurs quant à “l’importance de la production de connaissance” évolue fortement si on leur demande quelles seront désormais les interventions les plus utiles pour mobiliser les acteurs face au changement climatique. Ainsi, s’ils étaient 84% à souligner l’importance de la production de connaissance dans RESCCUE pour agir sur de nouvelles problématiques, ils ne sont que 36% à trouver ces interventions encore très utiles pour la suite. **Ce qui est désormais attendu, ce sont des actions concrètes sur le terrain (84%) sur des problématiques qui ont été mises à l’agenda et étudiées au cours de RESCCUE, et pour une bonne moitié des répondants, de nouveaux partenariats. Les évaluations économiques n’ont pas plus de succès** concernant l’avenir que sur la période de mise en œuvre du projet, avec seulement 20% des citations.

Mais ce jugement général doit être nuancé si l’on se penche sur les réponses faites sur les divers sites :

- en province Nord de Nouvelle Calédonie, et en Polynésie française, le développement de nouvelles activités ou filières socio-économiques est la deuxième intervention citée comme moteur de mobilisation des acteurs après les actions concrètes sur le terrain ;
- aux Fidji, aux actions concrètes de terrain s’ajoutent les plans et stratégies et à moindre titre le développement de nouvelles activités ou filières socio-économiques.
- au Vanuatu, la production de connaissance et le développement de nouveaux partenariats viennent en tête, contrastant le plus avec les autres sites.

RESCCUE a permis de renforcer la communauté des acteurs pour la gestion de l'environnement

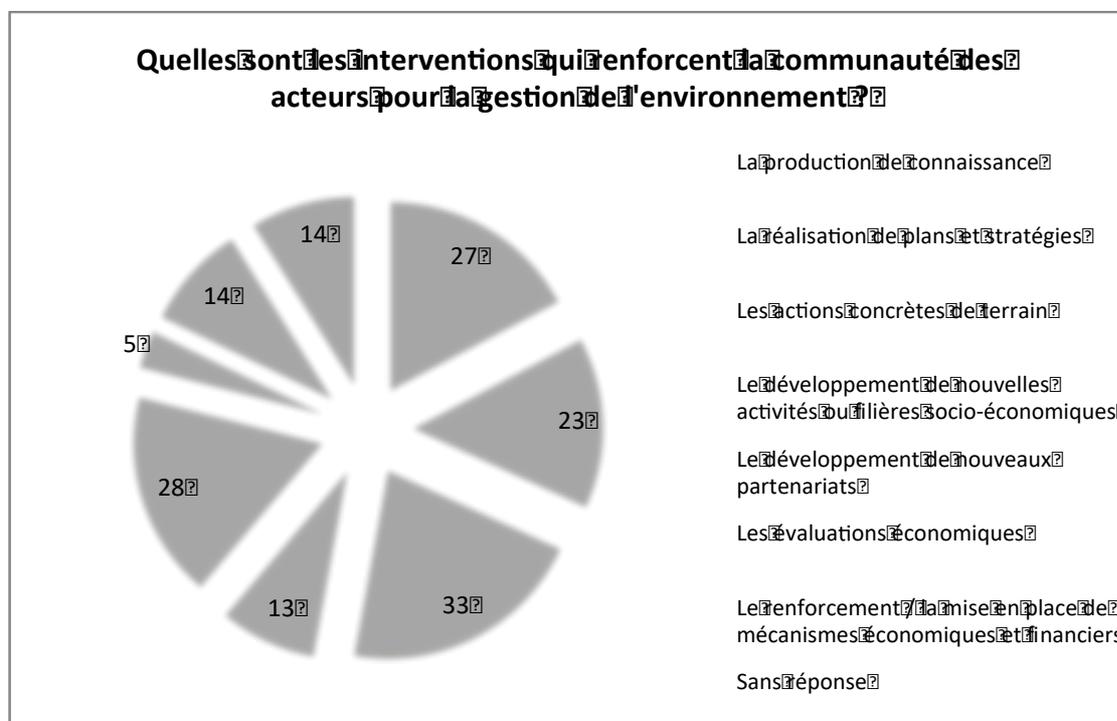
C'est en effet l'avis de la grande majorité des répondants (96%) comme le reflète le tableau suivant :

Tab 4 : RESCCUE a permis de renforcer la communauté des acteurs pour la gestion de l'environnement

	Oui	Non	Ne se prononce pas
Nouvelle-Calédonie province Nord	7	0	0
Nouvelle-Calédonie province Sud	7	1	0
Polynésie Française	22	0	1
Vanuatu	7	0	0
Fidji	6	0	0
Total	49	1	1

Si l'on interroge alors les acteurs sur les interventions promues par RESCCUE qui sont à l'origine de ce renforcement, l'importance du rôle joué **par les actions sur le terrain et le développement de nouveaux partenariats** est évidemment citée abondamment mais également la **production de connaissances**.

Fig 6 : Les interventions pour renforcer la communauté des acteurs pour la gestion de l'environnement

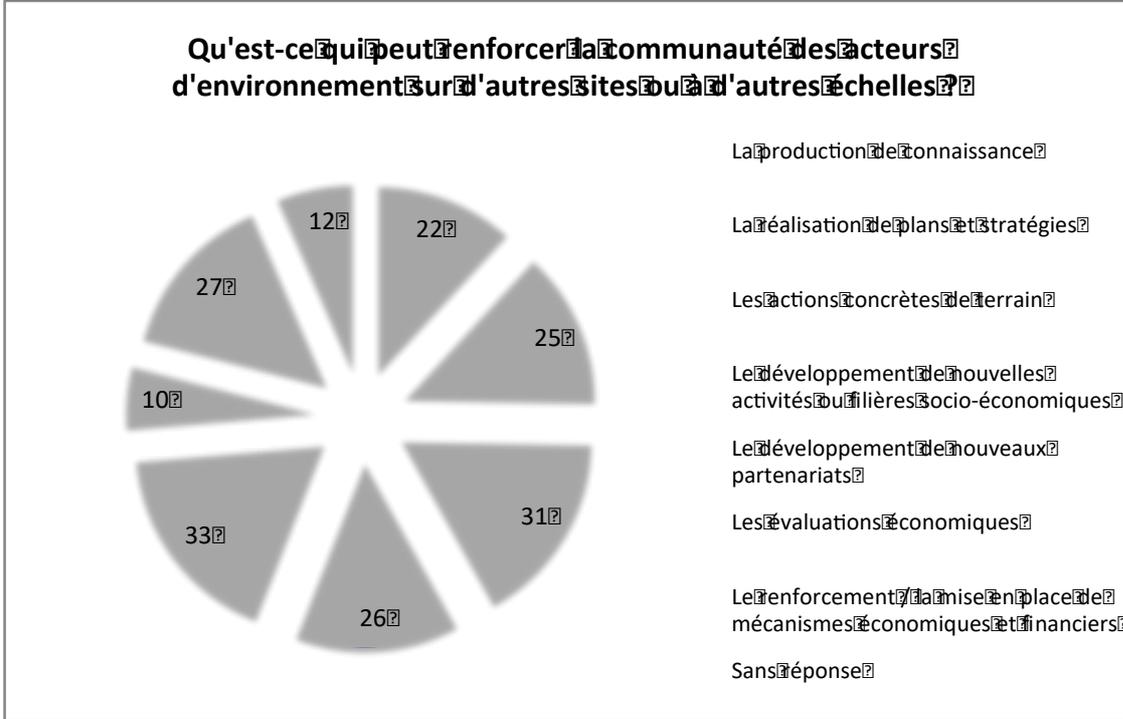


En revanche, **les évaluations économiques sont très faiblement citées** (12%) malgré les études réalisées sur les sites dans la perspective de concevoir des plaidoyers en faveur de la protection de l’environnement. Force est donc de constater que ces études n’ont pas eu le retentissement que l’on pouvait espérer et n’ont pas servi de base au renforcement des acteurs de la gestion de l’environnement – tout au moins pour le moment, dans la perception des acteurs.

Comme le montre le tableau suivant, **en se projetant vers l’avenir**, les répondants modifient quelque peu leurs appréciations sur les interventions qui pourraient élargir et renforcer la communauté des acteurs de la gestion de l’environnement à **plus grande échelle**. Les interventions les plus citées sont alors encore **le développement de nouveaux partenariats** mais aussi **les actions concrètes de terrain et la mise en place de mécanismes économiques** et financiers. On remarquera qu’à l’exception toujours des évaluations économiques, toutes les autres interventions proposées sont citées par plus de la moitié des répondants confirmant leur intérêt supposé. Enfin, si la production de connaissances semble avoir été l’un des facteurs clés de RESCCUE pour renforcer la communauté des acteurs de la gestion de l’environnement, **la nécessité de développer des actions sur le terrain et des mécanismes économiques et financiers pour les soutenir prend l’ascendant dans la perspective d’un changement d’échelle ou d’une généralisation à d’autres sites**.

On peut donc faire l’hypothèse que, pour les répondants, la connaissance produite lors de RESCCUE est également utile pour d’autres sites ou à d’autres échelles.

Fig 7 : Renforcer ou élargir la communauté des acteurs de l’environnement sur d’autres sites ou à d’autres échelles.



Les apports et limites des outils de gestion du dispositif RESCCUE

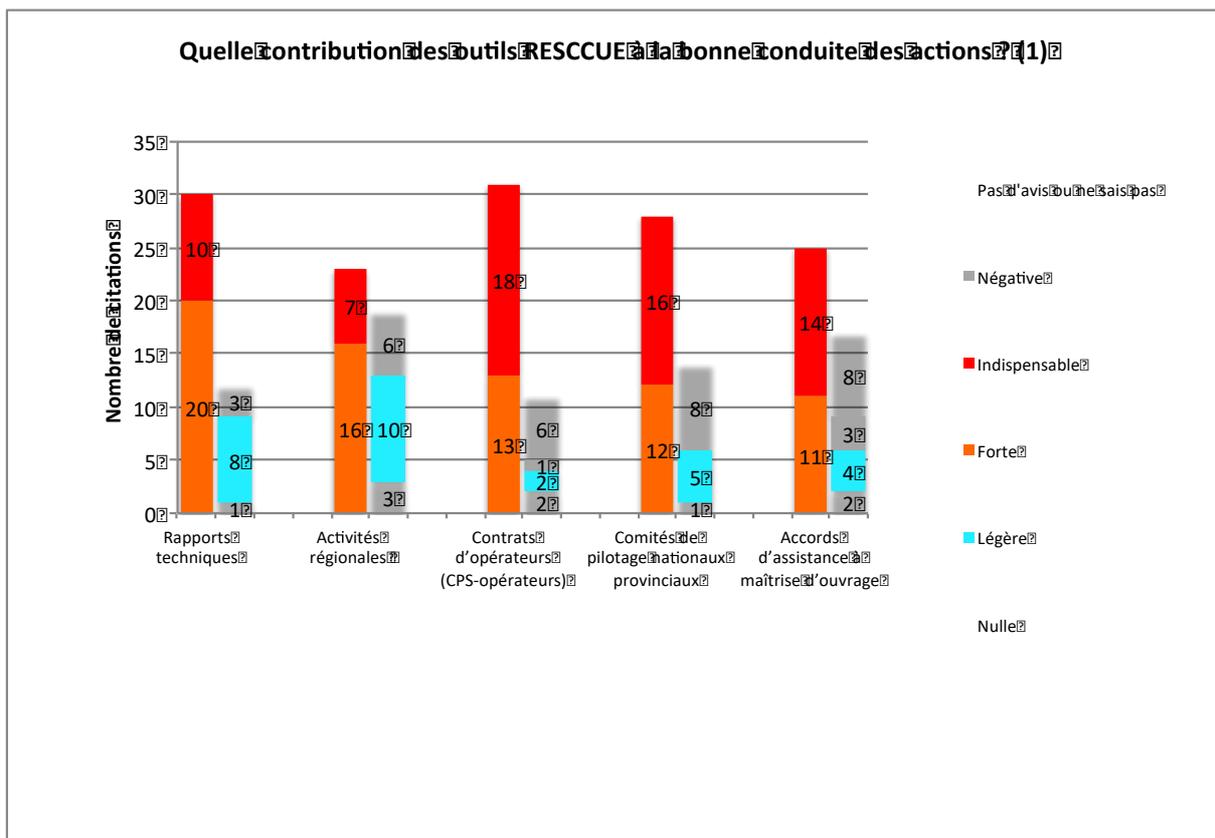
Une typologie d'outils de gestion du projet a été réalisée pour que les répondants puissent s'exprimer. Les participants ont été interrogés sur la contribution de ces outils pour la bonne conduite des actions et les conditions de leur pérennisation, puis sur la contribution de ces mêmes outils pour la bonne articulation des compétences respectives des différents partenaires.

Des outils de gestion RESCCUE diversement reconnus pour leur contribution à la bonne conduite des actions

10 outils ont été proposés à l'appréciation des acteurs. Les résultats sont présentés sur les graphiques suivants.

- 5 outils sont particulièrement appréciés des répondants :

Fig 8 : Les outils RESCCUE les plus appréciés pour la bonne conduite des actions



Les **rapports techniques (livrables)** sont les outils les plus appréciés, totalisant plus de 72 % d'avis nettement positif (contribution forte et indispensable). Ils sont également l'outil sur lesquels le plus petit pourcentage de répondants n'ont pas d'avis ou considèrent la contribution comme nulle (11%).

Les **contrats d'opérateurs** entre la CPS et les opérateurs, ainsi que les **comités de pilotage nationaux / provinciaux** et les **activités régionales** sont considérés positivement avec respectivement 74, 67 et 55 % d'avis nettement positifs (contribution forte et indispensable). Autour de 20% des répondants n'ont pas d'avis ou considèrent que la contribution de ces outils est nulle (respectivement 19, 21 et 21 %).

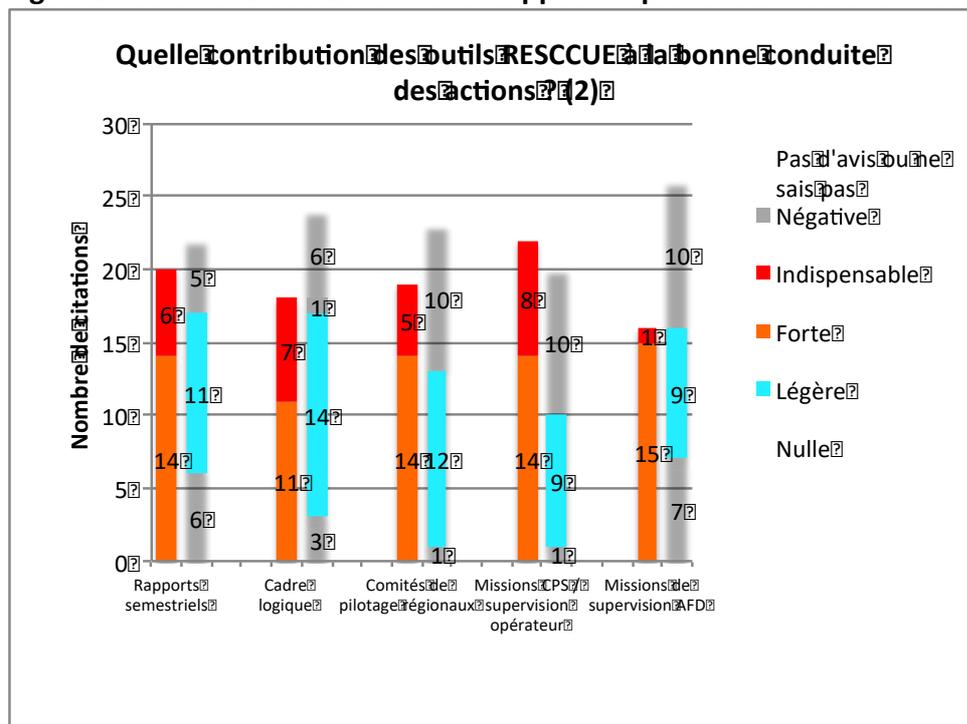
Les **accords d'assistance à maîtrise d'ouvrage** (CPS - gouvernements / province) présentent la particularité d'une importance assez largement saluée mais pas de manière unanime avec 59 % de perception d'une contribution forte et indispensable. On note tout de même 7 % de perception négative de cette contribution et 5 % de contribution perçue comme nulle. Si l'on regarde ces résultats par site, on retiendra que les perceptions négatives proviennent pour 2 répondants de Polynésie Française et pour un autre du Vanuatu.

• **5 outils sont diversement appréciés :**

Ils sont mal connus et/ou considérés comme ayant une contribution nulle ou faible par la moitié des répondants. Il s'agit :

	Répondants ne leur accordant au mieux qu'une légère contribution
des missions de supervision de l'AFD	62%
du cadre logique	56%
des comités de pilotage régionaux	56%
des rapports semestriels	52%
des missions CPS / réunions de supervision de l'opérateur	47%

Fig 9 : Les outils RESCCUE moins bien appréciés pour la bonne conduite des actions



Les autres éléments qui ont influencé la conduite des actions

Afin d'ouvrir la capitalisation à d'autres éléments que ceux rappelés dans la typologie d'outils de gestion RESCCUE, deux questions ouvertes sont venues compléter l'analyse.

- La première interroge sur les éventuels **autres outils de gestion qui ont contribué positivement** à la conduite des actions.

La synthèse des 18 réponses collectées sur les 52 répondants, fait apparaître 5 thématiques :

- les documents et feuilles de route qui permettent de cadrer les actions dans une perspective planificatrice ;
- les éléments de communication : l'usage des outils internet ;
- les réunions interstitielles de points d'étape, avec les élus et acteurs locaux ou avec l'opérateur ;
- la disponibilité et la vivacité des collaborations et moyens sur le terrain : du coordonnateur RESCCUE, des services provinciaux, des personnels des collectivités locales ;
- En complément des outils de gestion RESCCUE, les vertus des dispositifs de gouvernance et des connaissances locales sont rappelées : gouvernance locale tribale, partenariat avec acteurs et spécialistes locaux, ateliers participatifs.

La seconde questionne symétriquement **ce qui aurait pu nuire à la conduite des actions**.

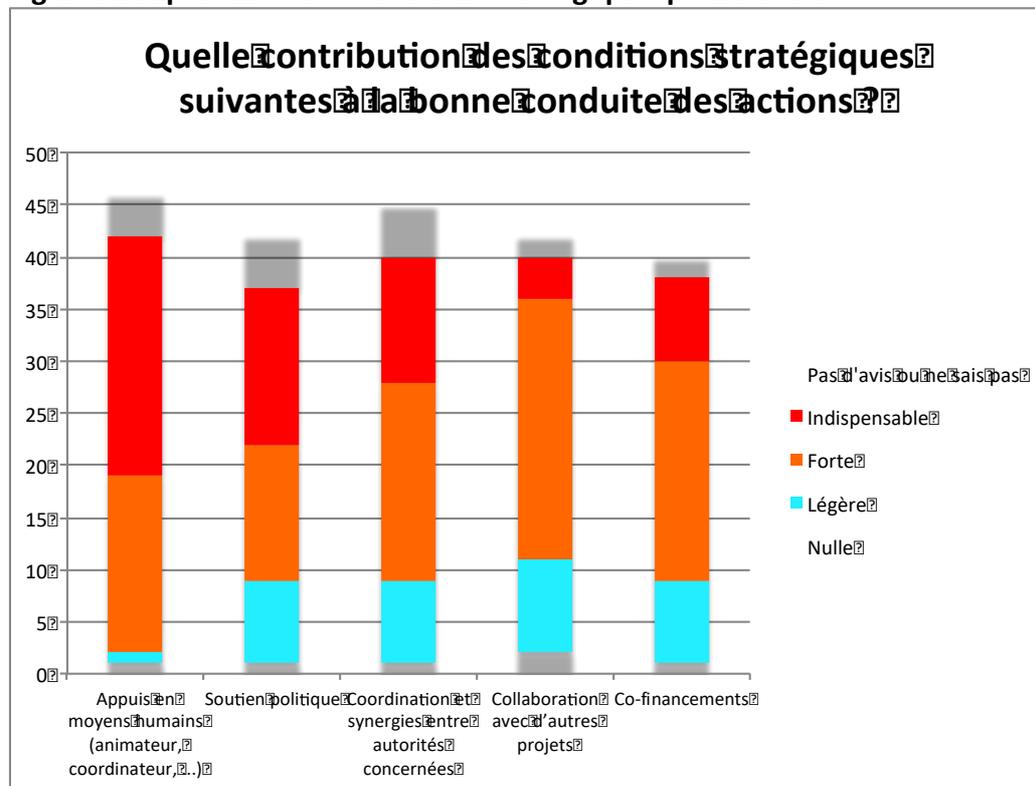
La dizaine de réponses collectées fait apparaître des regrets :

- l'insuffisance de connaissance des mécanismes économiques et financiers ;
- la gouvernance générale de RESCCUE à revoir en Polynésie française mais aussi sur d'autres sites pour éviter les injonctions contradictoires sur le terrain ;
- l'éventuelle apparition de conflits d'intérêt si toutes les étapes du projet sont dans les mains des mêmes acteurs ;
- une insuffisante implication des porteurs d'enjeux nationaux dès le début qui ne favorise pas en aval l'intégration des changements par les acteurs sectoriels ;
- les insuffisances de certains gestionnaires de projet et la faiblesse de la communication entre les équipes intervenantes.

L'importance des conditions stratégiques d'intervention pour la bonne conduite des actions du projet RESCCUE

Enfin, d'un point de vue plus transversal, la question suivante aborde l'importance relative de 5 facteurs clés plus transversaux que les précédents, pour contribuer à la bonne conduite des actions. Il s'agit d'éléments avec lesquels la démarche RESCCUE s'est articulée, et qu'elle a le cas échéant contribué à faire évoluer, pour mettre en œuvre les actions du projet. Ces facteurs relatifs au contexte stratégique de RESCCUE sur les différents sites pilotes sont présentés sur l'histogramme suivant :

Fig 10 : L'importance des conditions stratégiques pour l'action



Toutes les conditions stratégiques d'intervention proposées ont été considérées comme contribuant fortement ou de manière indispensable à la bonne conduite des actions et parmi ceux-ci, ce sont **les moyens humains** qui arrivent en tête avec **95 % de contribution forte et indispensable**. La question ouverte qui accompagne cet item sur les facteurs clés explicite notamment que ces moyens humains sont surtout appréciés pour leur proximité avec les populations locales. L'attention faite aux besoins locaux et l'obtention du *soutien*² des populations locales, en préparation et en cours de route du projet, la valorisation de *la langue*, *l'adaptation des membres du groupement RESCCUE* aux besoins locaux sont à ce titre cités comme des facteurs clés de la bonne conduite des actions.

Par ailleurs, sur le plan organisationnel, l'appui des équipes techniques des communes et des professionnels est également cité comme un facteur clé pour le succès de la mise en œuvre des actions.

La coordination entre les autorités concernées est le second facteur cité avec **75%** de perception d'une contribution forte ou indispensable. Les répondants citent par ailleurs dans leurs réponses qualitatives, la structuration des acteurs comme un facteur clé avec les *plans d'actions* et la structuration des activités économiques, l'existence de *structures conduisant déjà des actions* sur le terrain.

Cette attention spécifique à la coordination des autorités est également soulignée par les réponses faites à la question portant sur les facteurs ayant nui à la bonne conduite des actions. En effet, les principales citations se réfèrent aux *lourdeurs administratives* face au rythme des initiatives de terrain (délais de validation et de signature, moyens humains insuffisants), aux *dissonances politiques* et *difficultés de communication* entre les échelons de gouvernance au regard des initiatives de la GIZC, l'origine de ces difficultés semblant provenir d'une *gouvernance mal définie au démarrage* ou parfois d'un *manque d'implication du gouvernement*.

Les facteurs clés pour la pérennisation des actions

Les tendances observées précédemment, pour estimer la contribution de ces facteurs à la bonne conduite des actions, sont renforcées si l'on interroge les participants sur les questions de pérennité des actions pour l'avenir. **Les moyens humains nécessaires semblent toujours indispensables** ou fort (toujours 96%) mais surtout **le soutien politique devient crucial pour cette pérennisation** atteignant 90 % (69% précédemment) dont 73 % de « contribution indispensable » (37% pour la période passée). **La nécessité d'une meilleure coordination entre autorité est également relevée** pour ces questions de pérennité avec 90% de contributions forte et indispensable. Parmi les réponses des 30 répondants ayant complété leur expression par la citation de facteurs autres que les 5 proposés ci-dessus, on retiendra notamment :

- La communication à développer régulièrement à plusieurs niveaux, y compris au niveau du public.
- La conservation et le développement des savoirs faire et capacités locales.

² Les mots en italiques sont des verbatim tirés des questions ouvertes du questionnaire.

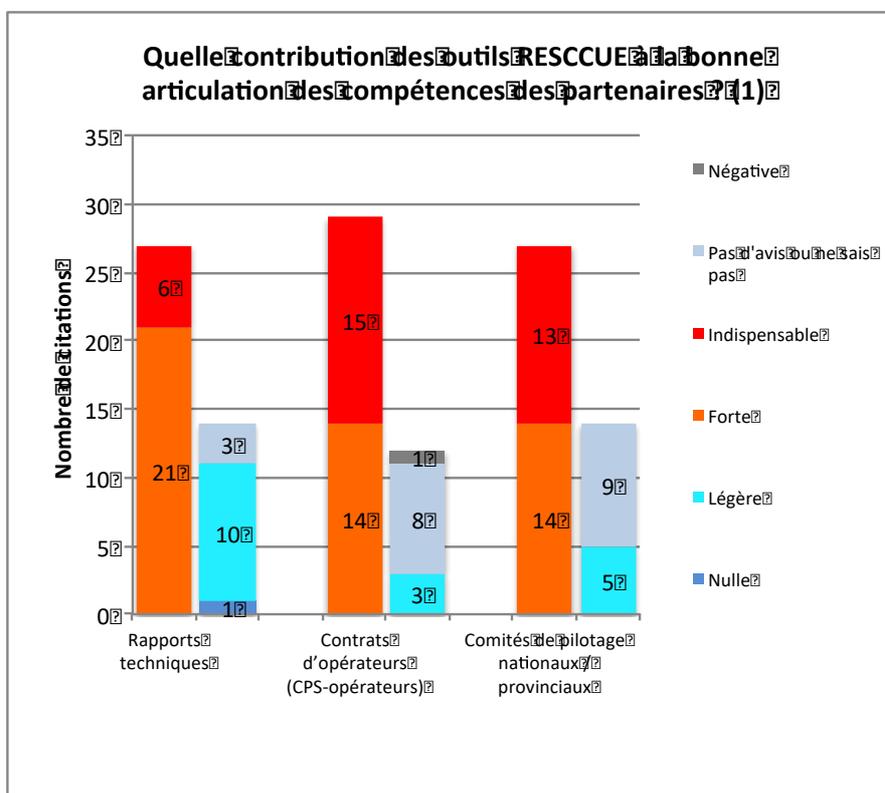
- Une plus grande implication des gouvernements avec un budget provincial plus important et la validation des plans stratégiques réalisés localement par les gouvernements et l'organisation des politiques pour mieux intégrer les actions conduites.
- Une participation plus importante des acteurs privés des filières socio-économiques et la recherche d'autres mécanismes de financement.
- La transmission de la démarche à d'autres sites pilotes et la poursuite d'un projet tel que RESCCUE.
- Le suivi et l'évaluation.

Ces expressions confirment l'importance de **rechercher l'implication la plus large** possible des communautés concernées. La communication doit être développée pour impliquer de l'élu à l'habitant, sans oublier les professionnels pour stimuler d'autres sources de financements. Les projets doivent être également reconnus par les gouvernements et susciter la coordination avec leurs politiques. Il convient **d'évaluer ces projets pour en faciliter la pérennisation et la transmission** à d'autres sites.

Des outils de gestion de RESCCUE qui contribuent à la bonne articulation des compétences respectives des partenaires

Trois outils sont majoritairement considérés comme contribuant fortement ou de manière indispensable à la bonne articulation des compétences entre les partenaires.

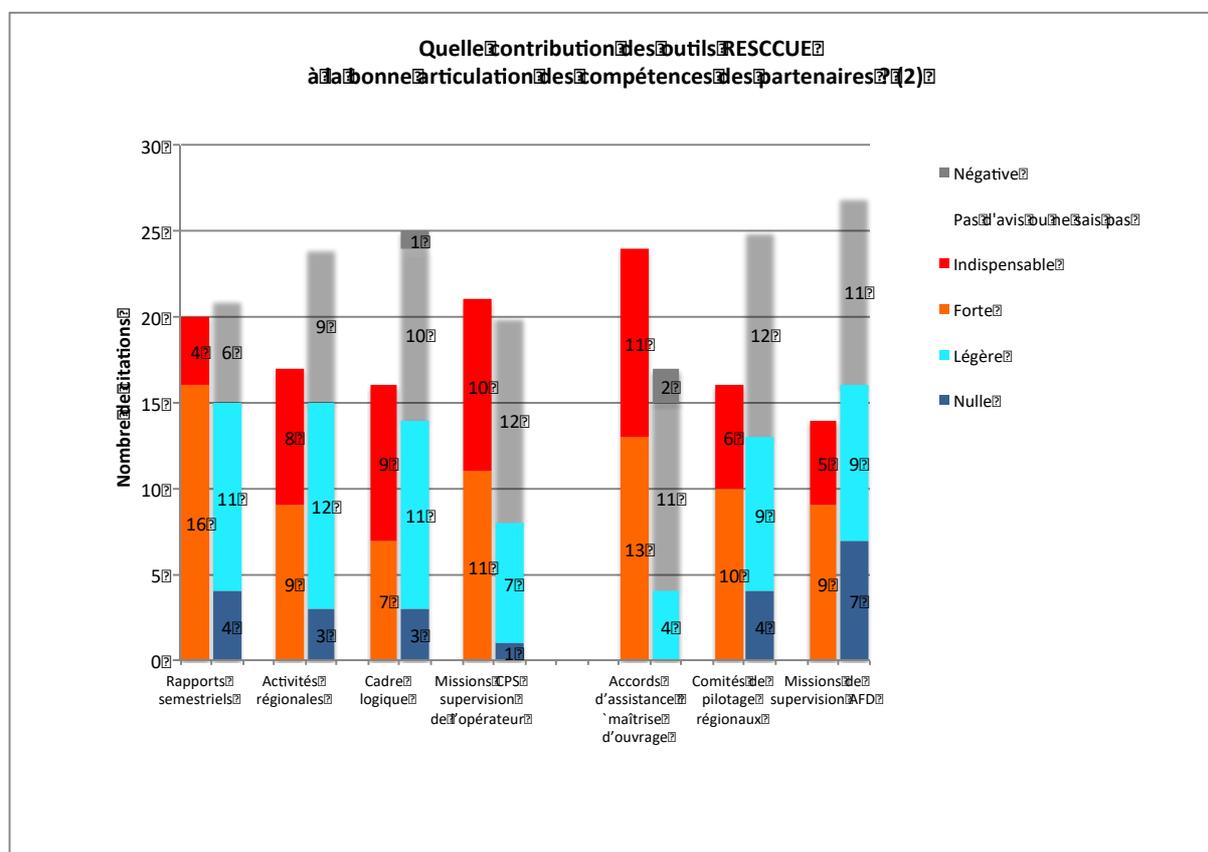
Fig 11 : Les outils qui contribuent le mieux à l'articulation des compétences des partenaires



Il s'agit des **rapports techniques**, (66%), des **contrats d'opérateurs** (71%) et des **comités de pilotage nationaux/provinciaux** (66%). Ces perceptions sont par ailleurs partagées par l'ensemble des sites concernés. On retrouve d'ailleurs les outils qui ont également été retenus comme contribuant à la bonne conduite des actions (cf. Fig 8).

Notons que l'activité régionale qui semblait particulièrement importante pour cette conduite des actions est ici relativement moins bien appréciée pour soutenir la bonne articulation des compétences des partenaires (seuls 42% des répondants considèrent cet outil comme contribuant fortement ou étant indispensable à l'articulation des compétences).

Fig 12 : Les outils dont la contribution à l'articulation des compétences des partenaires est plus mitigée



Tous les autres outils sont considérés comme ayant une contribution positive à la bonne articulation des compétences respectives des différents partenaires, même si elle est moins fortement appréciée que celle du premier groupe. On trouve cependant parmi ce deuxième ensemble, trois outils qui semblent présenter des faiblesses relatives : une absence d'avis particulièrement importante (plus de 25%) et une contribution qualifiée de nulle, voire de négative. Il s'agit d'outils qui relèvent de niveaux organisationnels régionaux : **accords d'assistances à maîtrise d'ouvrage CPS – Gouvernement/Province, missions de supervision AFD et comités de pilotage régionaux**. Ce constat laisse entendre une connaissance

insuffisante de la partie régionale du dispositif RESCCUE parmi les répondants qui peut s'expliquer par le principe d'une démarche ascendante qui caractérise RESCCUE.

Les autres facteurs jouant un rôle pour une bonne articulation des compétences respectives des différents partenaires RESCCUE

La synthèse des 14 réponses collectées sur les 52 répondants, fait apparaître 6 thématiques :

- La qualité de l'animation de l'opérateur aux diverses échelles,
- La présence d'une personne dédiée, chargée de mission sur le site pour utiliser au mieux la connaissance locale dont bénéficie la communauté,
- Les rencontres plus fréquentes entre la CPS, le Pays et l'opérateur et plus de visites de la CPS sur les sites,
- Un cadrage légal et conventionnel pertinent et sécurisant.
- La planification pour garder le cap mais en étant conscient que les apprentissages réalisés chemin faisant peuvent demander une certaine souplesse d'adaptation à la planification initiale.

Si l'on retrouve des expressions déjà recueillies sur l'importance de l'animation, de la planification, deux éléments nouveaux semblent émerger : la nécessité d'une meilleure communication et de plus de rencontres entre les acteurs à toutes les échelles de gouvernance et l'amélioration des cadrages conventionnels.

Impressions finales

La dernière question portait sur l'enseignement principal retenu par le participant. Les expressions ont été très diversifiées et nous les avons reproduites en annexe, telles qu'elles nous sont parvenues (38 réponses). Nous retenons pour notre part quelques thèmes d'attention ou de satisfaction tirés de ces expressions :

- La nécessité d'analyser le contexte en amont et de construire au plus proche du terrain en mobilisant les structures traditionnelles
- L'importance de l'identité et de la légitimité du porteur de l'intervention avec un soutien politique le plus tôt possible
- L'énergie et la technicité nécessaire pour assurer la participation et l'importance des individualités pour insuffler la dynamique
- Des actions concrètes pour mobiliser et coordonner les acteurs locaux, prenant en charge l'ensemble des coûts des participants
- L'équilibre à trouver entre le stratégique de moyen terme et le concret de terrain
- L'importance des mécanismes financiers et de la montée en compétence des populations locales pour la pérennité.

Annexes

Tableaux des données correspondant aux figures

Nombre de citations des changements concrets dus à RESCCUE (Fig 1)

	Nbr de Citations	% citations parmi les répondants
1) des pratiques et comportements sur le terrain	34	77%
2) des règles de fonctionnement entre les acteurs (y compris politiques publiques, instruments juridiques, plans etc.)	26	59%
3) des modifications de l'état des écosystèmes	13	30%
4) la réalisation de nouveaux aménagements	24	55%
Nombre de répondants / nombre de réponses	44/109	

Les changements innovants (Fig 2)

	Nbr de Citations	% citations parmi les répondants
Nouvelles pratiques et nouveaux comportements sur le terrain	31	70%
Règles de fonctionnement innovantes entre les acteurs	20	45%
Modifications innovantes de l'état des écosystèmes	4	9%
Réalisation de nouveaux aménagements	8	18%
Ne sais pas	4	9%
Nombre de répondants / nombre de réponses	44/67	

Les changements qui renforcent la résilience au changement climatique (Fig 3)

	Nbr de Citations	% citations parmi les répondants
Pratiques et comportements sur le terrain	34	77%
Règles de fonctionnement entre les acteurs	17	39%
Modifications de l'état des écosystèmes	15	34%
Réalisation d'aménagements	14	32%
Ne sais pas	4	9%
Nombre de répondants / nombre de réponses	44/84	32/60

Les interventions ayant permis d'agir sur de nouvelles problématiques (Fig 4)

	Nbr de Citations	% citations parmi les répondants
La production de connaissance	37	84%
La réalisation de plans et stratégies	27	61%
Les actions concrètes de terrain	35	80%
Le développement de nouvelles activités ou filières socio-économiques	9	20%
Le développement de nouveaux partenariats	24	55%
Les évaluations économiques	9	20%
Le renforcement / la mise en place de mécanismes économiques et financiers	11	25%
Nombre de répondants / nombre de réponses	44/152	

Les interventions les plus utiles pour mobiliser dorénavant les acteurs (Fig 5)

	Nbr de Citations	% citations parmi les répondants
La production de connaissance	16	36%
La réalisation de plans et stratégies	21	48%
Les actions concrètes de terrain	37	84%
Le développement de nouvelles activités ou filières socio-économiques	21	48%
Le développement de nouveaux partenariats	25	57%
Les évaluations économiques	9	20%
Le renforcement / la mise en place de mécanismes économiques et financiers	21	48%
Ne sais pas	0	0%
Nombre de répondants / nombre de réponses	44/150	

Les interventions de RESCCUE qui permettent ce renforcement de la communauté des acteurs pour la gestion de l'environnement (Fig 6)

	Nbr de Citations	% citations parmi les répondants
La production de connaissance	27	64%
La réalisation de plans et stratégies	23	55%
Les actions concrètes de terrain	33	79%
Le développement de nouvelles activités ou filières socio-économiques	13	31%
Le développement de nouveaux partenariats	28	67%
Les évaluations économiques	5	12%
Le renforcement / la mise en place de mécanismes économiques et financiers	14	33%
Sans réponse	14	33%
Nombre de répondants / nombre de réponses	42/143	

Les interventions qui pourraient être mobilisées pour renforcer ou élargir la communauté des acteurs de l'environnement sur d'autres sites ou à d'autres échelles (Fig 7)

	Nbr de Citations	% citations parmi les répondants
La production de connaissance	22	52%
La réalisation de plans et stratégies	25	60%
Les actions concrètes de terrain	31	74%
Le développement de nouvelles activités ou filières socio-économiques	26	62%
Le développement de nouveaux partenariats	33	79%
Les évaluations économiques	10	24%
Le renforcement / la mise en place de mécanismes économiques et financiers	27	64%
Sans réponse	12	26%
Nombre de répondants / nombre de réponses	42/174	

Appréciation des outils RESCCUE pour leur contribution à la bonne conduite des actions (Fig 8 et 9)

	Nulle		Légère		Forte		Indispensable		Pas d'avis ou ne sais pas		Négative	
Rapports techniques (livrables)	1	2%	8	19%	20	48%	10	24%	3	9%	0	0%
Rapports semestriels	6	14%	11	26%	14	33%	6	14%	5	12%	0	0%
Activités régionales (échanges régionaux, activités thématiques, ateliers et conférences)	3	7%	10	24%	16	38%	7	17%	6	14%	0	0%
Cadre logique (régional et par site pilote)	3	7%	14	33%	11	26%	7	17%	6	14%	1	2%
Accords d'assistance à maîtrise d'ouvrage (CPS-gouvernements/province)	2	5%	4	10%	11	26%	14	33%	8	19%	3	7%
Contrats d'opérateurs (CPS-opérateurs)	2	5%	2	5%	13	31%	18	43%	6	14%	1	2%
Comités de pilotage nationaux / provinciaux	1	2%	5	12%	12	29%	16	38%	8	19%	0	0%
Comités de pilotage régionaux	1	2%	12	29%	14	33%	5	12%	10	24%	0	0%
Missions CPS / réunions de supervision de l'opérateur	1	2%	9	21%	14	33%	8	19%	10	24%	0	0%
Missions de supervision AFD	7	17%	9	21%	15	36%	1	2%	10	24%	0	0%
Total	42 répondants											
Sans réponse	14											

Qualification de la contribution des conditions stratégiques d'intervention à la bonne conduite des actions (Fig 10)

Facteurs	Nulle		Légère		Forte		Indispensable		Pas d'avis ou ne sais pas	
Soutien politique	2%	1	20%	8	32%	13	37%	15	10%	5
Coordination et synergies entre autorités concernées	2%	1	17%	8	46%	19	29%	12	5%	2
Collaboration avec d'autres projets	5%	2	20%	9	61%	25	10%	4	5%	2
Co-financements	2%	1	20%	8	49%	21	20%	8	10%	4
Appuis en moyens humains (animateur, coordinateur, ...)	2%	1	2%	1	41%	17	54%	23	0%	0
Total										42
Sans réponse										14

La contribution des outils de gestion du projet RESCCUE à la bonne articulation des compétences respectives des différents partenaires (Fig 11 et 12)

	Nulle		Légère		Forte		Indispensable		Pas d'avis ou ne sais pas		Négative	
	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N
Rapports techniques (livrables)	2%	1	24%	10	51%	21	15%	6	7%	3	0%	0
Rapports semestriels	10%	4	27%	11	39%	16	10%	4	15%	6	0%	0
Activités régionales (échanges régionaux, activités thématiques, ateliers et conférences)	7%	3	29%	12	22%	9	20%	8	22%	9	0%	0
Cadre logique (régional et par site pilote)	7%	3	27%	11	17%	7	22%	9	24%	10	2%	1
Accords d'assistance à maîtrise d'ouvrage (CPS- gouvernements/province)	0%	0	10%	4	32%	13	27%	11	27%	11	5%	2
Contrats d'opérateurs (CPS-opérateurs)	0%	0	7%	3	34%	14	37%	15	20%	8	2%	1
Comités de pilotage nationaux / provinciaux	0%	0	12%	5	34%	14	32%	13	22%	9	0%	0
Comités de pilotage régionaux	10%	4	22%	9	24%	10	15%	6	29%	12	0%	0
Missions CPS / réunions de supervision de l'opérateur	2%	1	17%	7	27%	11	24%	10	29%	12	0%	0
Missions de supervision AFD	17%	7	22%	9	22%	9	12%	5	27%	11	0%	0
Total												41
Sans réponse												14

Réponses à la question 23 du questionnaire en français (« Finalement, quel enseignement principal tirez-vous du projet RESCCUE ? » ; 26 répondants)

Importance de mettre en place des mécanismes économiques et financiers permettant de financer à long terme les actions de GIZC
Mobilisation des acteurs locaux par des actions concrètes sur le terrain, forte coordination opérationnelle indispensable
La gestion participative nécessite de déployer beaucoup d'énergie et de technicité dans la concertation. Il faut espérer qu'il s'agit d'un investissement sur le long terme.
A permis de lancer une dynamique sur le terrain et a laissé de précieux enseignements pour la pérennisation et l'extension de l'action à plus grande échelle
l'importance du travail d'animation au niveau du territoire
Identité et légitimité du porteur de l'intervention comme pierre angulaire du succès
Les difficultés de fonctionnement de la collectivité, notamment lorsqu'il s'agit de travailler de manière partenariale avec les différents acteurs du territoire.
Projet ayant permis de renforcer les partenariats sur le site-pilote de Moorea
Importance des coordonnateurs sur le terrain et soutien de la population et des professionnels pour la pérennisation des projets avec un appui des services publics pour le développement d'activités
Structuration intéressante et portante, si définition et articulation préalable durable et actée. Réel levier pour des avancées utiles.
La capacité de blocage d'un projet par des individus très isolés au détriment de l'intérêt collectif
Nous sommes trop restés sur des études et pas assez sur des actions. Au final, nous avons le sentiment que le projet a financé en majorité des études et que peu d'actions ont été mises en œuvre.
la dynamique entre INTEGRE et RESCCUE.
la contribution des services du Pays dans la mise en œuvre concrète de leur politique dans des sites pilotes, ayant engendré une nécessaire coopération entre services et communes et étant vérifiable par le taux de cofinancement important du projet par le Pays.
les mots clés à retenir pour bien mener un projet : adaptation / créativité / communication / anticipation. La nécessité d'analyser en amont les parties prenantes et les coups partis
Pas d'enseignement principal mais bien un corpus d'éléments consignés dans le rapport final (Province Nord) et les rapports techniques qui cible différents acteurs et thématiques.
La collaboration pour un projet commun peut aboutir à effet levier démultiplicateur
Sur un plan substantiel, protéger l'environnement reste la meilleure chose à faire face au changement climatique. En termes de gouvernance, les pays et territoires récipiendaires ont été mis "dans le siège du pilote" trop tard pour s'approprier le projet de façon optimale - il aurait fallu le faire dès la phase d'instruction.
La nécessité de la mise en place pratique, sur le terrain, d'actions démonstratives, sur une durée de plusieurs années, afin de créer les conditions d'une certaine autonomie locale permettant la gestion du patrimoine naturel.
Le projet RESCCUE aux Gambier a permis de réaliser des actions tangibles de préservation de la biodiversité et d'impulser un départ aux acteurs locaux (Mairie) qu'il faut maintenant rendre durable.
La grande diversité des thématiques sur un même site pilote demande une grande disponibilité et beaucoup de travail aux acteurs de terrain et aux services du Pays, d'où de nombreuses difficultés, peu de réactivité, un manque de disponibilité, de la confusion. Les thématiques traitées avec un service du Pays bien impliqué sur une seule thématique facilite grandement le travail et la mise en œuvre de l'action de terrain
Il faut trouver le bon équilibre entre le stratégique de moyen terme et le concret de terrain.
Bonne prise en compte des besoins des provinces pour définir les études complémentaires et les actions à mener ; peu de contraintes administratives contrairement à d'autres programmes de financement (européen par exemple), proximité de la CPS
Moorea Biodiversité=un petit poucet dans une grosse machinerie, s'y faufiler sans se faire écraser
écosystème qui se dégrade par les pratiques de l'homme et qu'il est temps de mettre en place des actions étudiées pour notre environnement
Modèle à ne jamais reproduire

Textes de la question 23 du questionnaire en anglais (12 répondants)

<p>A strong core project team with the trust of local stakeholders is everything. Without that it's a lot of very hard work for little gain. With engagement and trust - successes begin to flow. A driven team that is focused on project outcomes helps ensure a steady focus that stakeholders can trust and engage with. Importantly, local stakeholders are busy, so their engagement cannot be assumed. Subsequently, the project has to repeatedly demonstrate value, and remain adaptable to ensure it does so.</p>
<p>Secure political support early and ensure integration and coordination with national activities</p>
<p>Before operators set foot in the project area the aims, objectives and goals need to be made more clear. Any political and social history needs to be disclosed to the teams (positive or negative). Ensure that if there are personally changes part way through the project that they are given sufficient time to become up to date with everything and that they have at least some experience of working in the Pacific. Communication channels need to be made clear at the start and then utilised in a way that benefits everyone.</p>
<p>See comments above about choosing appropriate project managers, and developing positive relationships with relevant stakeholders at the beginning. These relationships are key which is why more time in-country (more regular) are important for momentum. Focus should also be on achieving sustainable outcomes and delivering new tools, training and capacity building is excellent but needs to include systems development (locally appropriate) and governance. The Conservation Fund has great potential but governance capacity is still unclear. The monitoring toolkit also has great potential and fortuitously continued training in governance/etc is currently underway, independent of RESCCUE.</p>
<p>I feel that managing a complex project of this type, that requires leadership and engagement from village community members to implement, is difficult to implement remotely from another country. Although a local coordination officer was appointed in the long run, the budget was restricted as to the level of expertise and time that could be allocated. Future projects should place the bulk of the project coordination expenditure in-country, and contract a local coordinator from the inception phase to enable appropriate engagement with both government and communities. More funds should be allocated to operational expenses at local level, especially transport and phone costs. Most rural community members don't have disposable income to travel to meetings or events, and so need to be reimbursed for their travel costs. Similarly, the volunteer local coordinators don't have disposable income to spend on mobile phone credits to contact their network participants and keep them informed, engaged and attending activities, meetings, education forums etc. These costs are low per unit, but can serve as a barrier to successful implementation.</p>
<p>The bottom up approach works well for communities and the provincial offices.</p>
<p>Challenges of community consultations on short timelines.</p>
<p>Community Marine Monitoring Toolkit, Waste 3R's Toolkit, ELMA Bio-Blitz Summary Report, Conservation Levy Structure Model</p>
<p>(1) The effectiveness of using bottom up approach - community collective effort to voice their concern on environment management issues. (2) The effectiveness of using existing traditional structures before doing any on-ground - more transparent & accountable manner. (3) The trust between all primary parties (implementors, operators, funders & beneficiaries) needs to be upheld in a consistent manner. This is for effective and efficient project delivery at community level. (4) The need to raise awareness within the provincial level (community reps) not doing lip service but put into practice or rather visiting communities to get the real and factual information on the ground for cross sharing exercises.</p>
<p>Some of the main lessons learnt from my perspective, is that right at the beginning of the project, get the government and local stakeholders to own the project. Involve them in the delivery of the project. Get the project to fund activities that the departments are directly involved in and have a collaborative approach to the project, if doing an assessment get relevant line agencies to also be involved, if someone locally can do the job, then give it to them, to do, or if international consultants brought on board, have them come, but do capacity building to local counterparts as well. That way you build up partnerships, the local stakeholders feel ownership for the project, and everything runs smoothly because everyone is involved. For Vanuatu context it does not work to bring in a model and say that this is the way to go, Get the local context of the model and modify to fit the local context, the local context knows what works best in the country, Involve state actors and stakeholders throughout the duration of the project.</p>
<p>it needs commitment and proper planning and consistency in the work</p>
<p>To be able to be responsible in working with nature to stop blaming others in the change of weather pattern that we are experiencing.</p>